

Une vie debout

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL CONSULTATIF DES DROITS DE L'HOMME EST L'UNE DES PERSONNALITÉS LES PLUS CONTROVERSÉES DU MOMENT. IL EST VRAI QU'IL OCCUPE UN POSTE PARTICULIÈREMENT EXPOSÉ DANS UN PAYS QUI S'EFFORCE DE CONSTRUIRE AU JOUR LE JOUR SA DÉMOCRATIE. LA FAUTE, AUSSI, AU SOUCI D'EFFICACITÉ D'UN HOMME QUI PRIVILÉGIE L'ACTION SUR L'ÉMOTION DU MOMENT ET LA COHÉRENCE SUR LES EFFETS DE MANCHE. IL S'EN EXPLIQUE ICI AVEC UNE RARE FRANCHISE. **LAURENCE OIKNINE** . PHOTO **TAOUFIQ MOUANNIS**



Ahmed Herzenni dans la salle principale du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme.

D

e son père, Ahmed Herzenni a hérité la manie de se « mêler de ce qui ne le regarde pas ». Ce qui l'a conduit du maoïsme à la prison de Kénitra, en passant par le sinistre centre de Dar Mokri. Engagé au sein de l'Instance Equité et Réconciliation, puis du Conseil consultatif des droits de l'Homme, ce sociologue de formation prendra la présidence de ce dernier à la mort de Driss Benzekri. Sa vie tumultueuse se confond avec celle de la gauche marocaine. Il nous la conte ici avec émotion, lui qui cache sous une froideur de façade une sensibilité d'écorché vif. Il dresse également un bilan très sévère de l'état de la gauche marocaine et règle ses comptes avec ses détracteurs. Malgré les polémiques qui l'entourent et les limites d'un Conseil dont le rôle est strictement consultatif, Ahmed Herzenni continue à se démultiplier pour faire avancer la cause qui le porte : la construction d'un projet émancipateur pour le Maroc. En se tenant toujours tout droit, comme on le lui a appris.

Parlez-nous de votre enfance.

Je suis né à Guercif, un peu par hasard. Mon père, comme on dit, s'occupait de choses qui ne le regardaient pas : il prenait la défense de tout le monde... Il avait été pratiquement obligé de s'enfuir de son patelin et avait trouvé refuge dans les Forces auxiliaires. Au hasard de ses affectations, chacun de mes frères et sœurs est né dans un endroit différent. J'avais deux ans quand nous avons quitté Guercif. Et quand j'évoque mon enfance, c'est surtout Sefrou qui me revient à l'esprit. J'y ai passé les plus belles années de ma vie. Mais je n'y ai fait que ma première année de primaire car nous avons déménagé à Aïn Chock, quelques semaines après l'annonce de l'indépendance. J'y ai vécu les manifestations qui en ont précédé la proclamation officielle. Nous y allions en famille, avec

ma mère, qui, auparavant, ne sortait pratiquement jamais. Elle est même allée de son propre chef à des cours d'alphabétisation. Cette époque-là a été un peu mon Andalousie à moi. Je crois que c'est la même chose pour toute ma génération. Pendant

un temps, les relations entre les gens ont été tellement ouvertes, chaleureuses. Mon père, en rentrant le soir, demandait à ma mère si elle avait préparé quelque chose de bon pour le dîner et, si elle répondait par l'affirmative, on prenait notre repas et on allait le partager avec nos voisins. Malheureusement, ça s'est gâté très rapidement.

Combien de temps a duré cet état de grâce ?

Quelques semaines ou quelques mois, je ne sais plus au juste. En allant porter le pain au four, nous avons commencé à entendre fréquemment des coups de feu, ma mère et moi. C'étaient les règlements de comptes entre résistants. Et puis, nous avons compris que ça allait très mal. En effet, à notre arrivée à Casa, mon père avait été élu secrétaire du parti de l'Istiqlal à Aïn Chock et nous recevions alors toujours beaucoup de monde. Et puis, un jour, ça s'est arrêté. J'ai compris plus tard que c'était à la suite de la scission au sein de l'Istiqlal.

Quelles sont les valeurs que votre famille vous a transmises ?

J'ai retenu de mon père la rigueur morale, la droiture. Même dans son physique, d'ailleurs : quand il marchait ou il conduisait son vélomoteur, il se tenait toujours très droit. Droiture donc, et puis quelque chose qui explique peut-être certains de mes comportements, le fait de dire ce qu'il pensait. Je me souviens de joutes verbales épiques avec le chef de la région de Sefrou, le colonel Bertiault, qui l'avait embauché comme cuisinier, et surtout avec sa femme. A l'époque, il était dangereux de dire que l'on était favorable à l'indépendance, surtout chez le chef de

la région... Quelqu'un d'autre m'a beaucoup influencé : mon frère aîné, Abdallah. Il y a un seul mot qui le résume tout entier : le mot « rigueur ». Et puis, nous avions un autre frère, H'mida, l'aîné des frères et sœurs, avec lequel nous avions une relation très spéciale. Il avait été forcé de quitter l'école précocement. Il allait en classe avec la fille du colonel et comme il était meilleur qu'elle, le colonel avait exigé de mon père qu'il le retire de l'école. En échange, il lui offrait de l'employer à la municipalité de l'époque. Mon frère est devenu interprète. Puis, il a grimpé les échelons du ministère de l'Intérieur, jusqu'à devenir caïd, après quelques péripéties. Il avait notamment été suspendu en 1963 pour avoir refusé d'obéir aux ordres de falsification des élections. Quelqu'un peut en témoigner, Abdelouahed Radi : c'est dans une large mesure parce que mon frère

Le rêve de mon frère était de reprendre ses études. Il est mort le jour où il partait à Marrakech pour passer l'examen. Un accident absurde sur une route secondaire ou tertiaire.

n'avait pas obtempéré qu'il a été élu. Le rêve de mon frère était de reprendre ses études. Et, effectivement, alors qu'il était caïd d'Imintanout, il a préparé le bac. Son intention était de démissionner du ministère de l'Intérieur et de venir à Rabat où on on irait tous les deux à la faculté. Il est mort le jour où il partait à Marrakech pour passer l'examen. Un accident absurde, sur une route secondaire ou tertiaire : un âne est sorti sur la chaussée, il a essayé de l'éviter, la voiture s'est renversée et il s'est cogné contre le mur d'un souk. Il avait 32 ou 33 ans. Ce que je garde de lui surtout, c'est un désir de vivre et une vitalité extraordinaires. Ce sont là les personnes qui m'ont influencé le plus. Et puis, évidemment, il y a tous mes maîtres aux différents stades de ma scolarité.

Vous avez suivi vos études à Casablanca ?

Oui, dans deux institutions privées nationalistes, Idriss El Ahzar et Sidi Mohamed Ben Youssef. Puis, nous avons déménagé à Mohammedia et là, je suis allé au collège public Ibn Yacine, puis au lycée Mohamed V, à Casa, où j'ai eu mon bac en 1966. C'est là que j'ai commencé à m'occuper de politique. A cause de ces activités, je figurais sur la liste des élèves considérés comme « dangereux », notamment en raison de notre participation à la révolte de 1965. Celle-ci est venue d'une circulaire interdisant à des enfants considérés comme trop âgés de continuer à étudier. Nous avons perçu cela comme une discrimination inacceptable, surtout qu'à l'époque, on prêtait à des politiciens supposés représenter les classes riches l'intention de monopoliser l'éducation en faveur de leurs enfants. On savait également que beaucoup d'anciens leaders du mouvement de l'indépendance envoyaient





Ahmed Herzenni dans l'une des salles du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme.

leurs enfants dans les lycées français. Et, dans le même temps, on prétendait interdire l'accès ou la continuation des études aux enfants issus des couches populaires ! Tous les élèves de cette liste se sont retrouvés dans la première promotion du service militaire. On aurait dit que la chose avait été inventée pour nous ! Cette expérience a été une période riche dans mon itinéraire : les rencontres que j'ai faites, les combats que nous avons menés et ce melting-pot de gens de profils, de régions et d'horizons différents. Je regrette qu'on ait renoncé au service militaire parce que c'est une excellente école de patriotisme et de formation de la personnalité de manière générale.

Comment s'est formée votre conscience politique ?

J'ai parlé de notre passage à Sefrou, de la participation de mon père à la résistance : je crois que, très jeune, j'avais déjà une conscience politique. Je me souviendrai toujours de l'explosion de joie à l'annonce de

l'indépendance. A l'époque, nous n'étions pas riches mais mon père était si heureux qu'il nous avait donné un peu d'argent à mon frère et à moi. Nous avions couru au centre ville pour acheter un portrait de Mohamed V... Quant à la politique au sein de l'opposition, elle a commencé pratiquement dès mon arrivée au lycée. Le déclencheur a eu lieu lors des inondations dans la région de Rachidia. A la suite de cela, le Roi Hassan II, qui venait d'être intronisé, avait augmenté le prix du sucre pour financer la construction d'un barrage. Nous avons vécu cela comme une agression contre le pouvoir d'achat des couches les plus pauvres de la population. Ma première réaction a été d'écrire un tract, mon premier. Ma famille faisait partie de la couche inférieure de la classe moyenne de l'époque et nous avons

toujours vécu dans des quartiers populaires : beaucoup de nos voisins n'avaient pas eu la chance de pouvoir suivre des études. Et puis j'avais hérité de mon père cette tendance à nous occuper de ce qui ne nous regarde pas... et qui nous regarde, en fait.

Vous avez parlé des rencontres que vous avez faites à cette époque. Qui avez-vous connu ?

Il y avait là tous les dirigeants de l'UNEM, Mohammed Halaoui, Omar El Fassi, Farouki, Ahmed Zougari... Il y avait vraiment là une petite élite. Forcément, nous avons tous appris les uns des autres. La plupart étaient des membres de l'UNFP ou du Parti communiste. Moi, je cherchais une alternative, tout en restant ami avec eux.

Pourquoi avez-vous opté

J'avais hérité de mon père cette tendance à nous occuper de ce qui ne nous regarde pas... et qui nous regarde, en fait.

pour le maoïsme ?

A posteriori, on ne sait jamais exactement comment les choses se passent. Il y a les prédispositions, mais aussi les lectures, les rencontres... A la différence des trotskistes ou des léninistes, j'ai toujours eu une affection particulière pour les paysans. Et puis, le hasard a fait qu'un compagnon de lycée m'a procuré des textes de Mao Dzé Dong. Nous étions impressionnés par ce qu'on savait de la révolution chinoise : un milliard de personnes qui crevaient de faim et s'étaient finalement levées, s'étaient libérées... Pour nous, il s'agissait d'une sorte de miracle.

Quelle était à l'époque votre perception de Hassan II et de la monarchie ?

Ne serait-ce que parce que nous avons vécu la lutte pour l'indépendance et l'atmosphère de fraternité dont j'ai parlé, nous avons ressenti de la désillusion et de la déception. Les écarts sociaux se creusaient, de même que diminuait la capacité à s'auto-promouvoir

socialement. Le régime était perçu comme ayant trahi les espoirs de l'indépendance. Evidemment, il était personifié par Hassan II. Cela dit, quelques années auparavant, lorsqu'on annonçait que Mohamed V allait passer, nous étions parmi les premiers à venir l'accueillir et nous avons continué avec Hassan II. Quand la mort de Mohamed V a été annoncée, mon père est allé à Rabat et les gens m'ont raconté qu'il se cognait la tête contre la carrosserie de sa voiture comme un fou. Cette affection pour Mohamed V a été reportée sur Hassan II pendant un certain nombre d'années. Mais elle s'est vite transformée en aversion.

A partir du moment où il a débarqué le premier gouvernement de gauche ?

Oui et, en même temps, on peut aujourd'hui se demander si la gauche de l'époque, qui venait de se constituer, n'avait pas mal évalué le rapport de force. Le mouvement

d'indépendance avait, dès 1944, exprimé le souhait qu'on construise une monarchie constitutionnelle. Le Roi était d'accord. Ensuite, s'est posé le problème de savoir qui rédigerait cette constitution. Pour la gauche, et pour n'importe

sont dues à ce malentendu qui ne s'est dissipé qu'en 1998. Mon analyse, quarante ans après, est que Hassan II souhaitait gouverner avec la gauche. La preuve en est que, quand il a commencé à parler d'alternance, il lui aurait

Nous les appelions « les attentistes » parce que, surtout entre 1965 et 1972, qui est l'époque où l'extrême gauche s'est constituée, ils étaient complètement absents, les différentes tendances de l'UNFP ne parvenant pas à s'entendre.

Je crois que le grand drame de Hassan II, qui est aussi celui de la gauche et du pays, est de n'avoir pas pu s'entendre avec la gauche assez tôt.

quel démocrate de l'époque, l'assemblée constituante était la manière idoine de le faire. Hassan II, lui, voulait qu'elle soit rédigée par des représentants des partis politiques et des experts. Compte tenu du rapport de force, il est apparu par la suite que le calcul de la gauche n'était pas bon. Elle n'avait pas les moyens de sa politique et toutes les péripéties qui sont advenues par la suite

été possible de conclure avec Mohammed Boucetta de l'Istiqlal, mais c'est avec les gens de l'USFP qu'il voulait traiter. Je crois que son grand drame, qui est aussi celui de la gauche et du pays, est de n'avoir pas pu s'entendre avec la gauche assez tôt.

Comment voyiez-vous à l'époque les leaders de l'UNFP ?

Pourtant, quand on relit leurs discours de l'époque, ils paraissent visionnaires et d'une grande modernité.

Oui et pas seulement ceux de Mehdi Ben Barka : certains textes d'Omar Benjelloun ou du regretté Abdellah Ibrahim sont extrêmement brillants. Mais en dépit du fait qu'ils étaient tous si brillants, ou peut-être à cause de cela, ils ne parvenaient pas à s'entendre. Donc, à partir de 1963, l'UNFP n'était plus réellement active. Ben Barka a quitté le pays, Ibrahim et Ben Saddik se sont rabattus sur le syndicalisme réduit à son expression la plus



élémentaire. Il n'y avait plus que Fqih Basri qui, de l'étranger, essayait de monter des attaques contre le système. Mais nous, en tant qu'étudiants et que militants, nous avions l'impression qu'il n'y avait plus de leadership de gauche dans le pays. Admiratifs du mouvement de libération vietnamien, de la révolution chinoise, du mouvement de 1968, nous voulions créer quelque chose de neuf.

Après votre service militaire, vous êtes entré en fac ?

En décembre 1967, j'ai été admis à la Faculté de Lettres et à l'École normale supérieure grâce à Brahim Boutaleb, ex-membre de l'IER. Il m'a fait passer un test et j'ai été pris.

C'est à la fac que vous rencontrez Sion Assidon. Vous avez été proches tout de suite ?

On a tout de suite sympathisé, et même fraternisé. Depuis lors, nous avons fait beaucoup de chemin ensemble. En prison, à partir d'un certain moment, nous avons commencé à nous entendre moins bien sur des problèmes idéologiques, politiques, organisationnelles... Malheureusement, ça a continué après notre libération. Mais je garde à Sion toute mon affection et toute mon admiration parce qu'avec son background familial, ses compétences intellectuelles, le fait qu'il appartenait à une minorité, rien ne l'obligeait à suivre cette voie et à faire l'effort qu'il a fait pour s'intégrer à cette société et en comprendre la langue. Il était heureux quand on le surnommait « Mâati » et je le soupçonne, encore aujourd'hui, de préférer ce nom au fond de lui-même. Mais, à un certain moment, nos routes se sont séparées.

A la fac, quelles étaient vos activités politiques ?

Au retour de mon service militaire, j'ai renoué avec des anciens du lycée avec qui j'ai formé un petit groupe clandestin qui s'appelait « La Jeunesse progressiste

marocaine ». Outre les tracts, nous travaillions dans les quartiers populaires avec La Jeunesse ouvrière. Puis nous avons constitué un groupe politique inspiré par la pensée de Mao Dzé Dong. D'un côté, nous avons commencé à nous organiser au niveau national ; de l'autre, nous avons pris langue avec des groupes qui se sont constitués à peu près à la même époque, notamment des camarades affiliés à l'UNFP mais qui, vu l'attentisme qui prédominait alors dans ce parti, avaient de la sympathie pour les idées marxistes-léninistes. En 1969, nous avons constitué une organisation assez importante avec plusieurs petits groupes et ces gens de l'UNFP. Comme elle était clandestine, nous ne lui avons pas donné de nom, chaque groupe était désigné par une lettre. Nous, nous étions l'organisation B. Mais le mariage n'a pas pu se faire entre nous, les maoïstes, et les autres. Nous voulions nous disperser à travers tout le pays, nous « établir » comme on disait à l'époque, chez les ouvriers et les paysans, avant de lancer cette fameuse guerre populaire de longue durée. Alors que nos camarades souhaitaient continuer à travailler surtout avec les étudiants, dans l'idée qu'il fallait construire un parti de cadres, une avant-garde. Ça s'est passé juste avant mon arrestation.

Comment s'appelait le journal que vous avez créé et qui vous a valu d'être arrêté ?

La traduction littérale est La Voix du laborieux. Mais ce n'est pas vraiment cela qui a causé notre arrestation. En fait, c'est entièrement de ma faute. Il faut revenir à la tentative de coup d'Etat de 1971. Nous avons alors estimé que la chute du régime était plus imminente que nous ne le pensions. Pour nous, la course était ouverte, il fallait accélérer le rythme et donc, trouver un raccourci. Et

j'ai pensé que ce raccourci pouvait passer par les anciens résistants parce qu'ils étaient constitués en réseaux, qu'ils savaient manipuler les armes, etc. Je me suis mis à en recruter et il s'est trouvé que certains d'entre eux étaient des indics. C'est comme cela que je suis tombé.

Et tous les autres avec ?

Non, nous avons réussi à limiter les dégâts. Dans le premier groupe qui a été arrêté, nous étions moins d'une douzaine.

Devant l'IER, vous avez dit : « je n'étais pas un ange ». Mais qu'avez-vous fait de si grave ? A vous entendre, vous avez surtout distribué des tracts...

J'ai dit cela parce qu'après tout ce qui s'est passé, tout un chacun se devait de faire son autocritique. Je répugne à être considéré comme une victime. Moi, je prétends être un acteur. Nous visions la guerre populaire de longue durée qui est aussi une guerre où on affronte des gens, où on tue. D'autres parlaient de dictature du prolétariat. Si nous avions pris le pouvoir, nous n'aurions pas été tendres, en tout cas moi.

Ça vous offense qu'on vous mette dans le camp des victimes ?

Ah oui, ça m'offense ! Je ne suis pas une volaille, je suis un acteur. J'avais des tendances assez dictatoriales. Je n'aurais pas toléré qu'on sorte de la ligne. Le fait que ça ne s'est pas concrétisé ne fait pas de moi une victime. Une victime ne nourrit pas de projet, n'a pas d'intention. Non ! Ce qu'on peut reprocher au régime, c'est la disproportion, mais pas qu'il se soit défendu. Si j'avais eu le pouvoir, je l'aurais défendu aussi. En revanche, j'aurais accepté qu'on me critique sur les méthodes

Ah oui, ça m'offense qu'on me mette dans le camp des victimes ! Je ne suis pas une volaille, je suis un acteur.



utilisées. J'en reviens donc à la question des proportions : si c'est un combat, qu'il soit loyal. Les durées d'emprisonnement, le nombre de gens incarcérés ont été disproportionnés par rapport aux actes.

Mais vous n'en aviez pas fait plus que n'importe quel étudiant dans le monde. C'est l'âge où l'on est radical, agitateur. On n'en constitue pas pour autant une menace.

Dans la mesure où on a monté



une organisation clandestine, si. A l'époque, je défendais l'idée de recourir à des actions de terrorisme.

Oui, mais vous ne l'avez pas fait. Et si vous, qui n'avez rien fait, refusez le statut de victime, alors il n'y a plus de victime. Et il n'y a plus de bourreau non plus. Vous comprenez que ça puisse choquer ?

Cela relève de la décision de chacun. Je continue d'employer

le mot « victime » concernant les autres : je parle des « victimes de la répression » tous les jours. Mais, pour ce qui est de moi, je ne l'accepte pas : je veux qu'on me traite comme un acteur, responsable de ses actes. Cela dit, dans mon intervention, j'ai veillé à n'engager personne avec moi. J'aurais souhaité que tout le monde se pose comme un acteur, mais je laisse la décision à chacun. Ce n'est pas sain de se considérer comme une victime : ça vous rend dépendant pour toujours vis-à-vis d'autres que vous-mêmes. Quant aux bourreaux, vous savez,

j'ai plutôt tendance à avoir de la pitié pour eux. C'est inimaginable de ce qu'ils doivent souffrir ces gens-là. Je n'irai pas jusqu'à les excuser, mais ils se punissent eux-mêmes, pourquoi irai-je les punir davantage ?

Quelles ont été les conditions de votre arrestation ?

On était en février 1972. J'étais alors en mission : je devais distribuer des tracts tout le long de la côte, de Rabat jusqu'à Agadir. D'abord parce qu'il fallait bien distribuer les tracts là-bas.

Mais il y avait une autre raison. A l'époque, j'étais marié avec ma première femme. J'avais beaucoup de sentiments de culpabilité vis-à-vis d'elle parce qu'étant pris par mes activités de militant, je ne lui consacrais pas beaucoup de temps.

Plus le danger que vous lui faisiez courir...

Exact. Mais elle était plus ou moins au courant et plus ou moins consentante. N'empêche qu'on n'avait pas une vie de couple normale et elle faisait beaucoup de sacrifices. Donc, nous nous



sommes dit que cette mission était l'occasion de prendre deux ou trois jours de vacances à Agadir. Là-bas, nous sommes allés chez mon ami Mohamed Bary. Deux jours après notre arrivée, vers six ou sept heures du matin, la maison a été envahie d'agents. Je suppose qu'il s'agissait de militaires car la première station où nous avons été conduits, ma femme, Bary, ses deux jeunes frères et moi, et où la torture a commencé, était le quartier général régional de la gendarmerie. Puis, on nous a transportés à Rabat, avant de nous véhiculer vers Dar Mokri.

Votre femme a été torturée, elle aussi ?

Non. Mais elle est restée en détention préventive plus longtemps que moi, à Derb Moulay Cherif, à Casa. En fait, à la veille de mon transfert à la prison, on avait arrêté un autre groupe et on a craint qu'elle transmette l'information à l'extérieur. C'est pour cela qu'ils l'ont gardée jusqu'à ce qu'ils en aient fini avec ce deuxième groupe qui était, je crois, celui de Balafrej.

Combien de temps êtes-vous resté à Dar Mokri ?

Une vingtaine de jours.

Vingt jours de torture ?

Pour la plupart, oui. Mais il y a des gens qui sont restés beaucoup plus longtemps que ça. Ce qui a accéléré notre transfert à la prison, c'est qu'au même moment, un référendum était en cours. On a senti qu'ils voulaient se débarrasser de nous le plus rapidement possible. On nous a transférés à la prison civile de Casablanca. Mais notre procès n'a eu lieu qu'en août 1973.

La première station où nous avons été conduits, et où la torture a commencé, était le quartier général de la gendarmerie.

Omar Benjelloun a été votre premier avocat. Comment le connaissiez-vous et pourquoi a-t-il souhaité vous défendre ?

On se connaissait déjà et on s'est connu davantage après

mon transfert en prison. Il est venu spontanément me voir, avec d'autres avocats de l'UNFP. Ils nous ont consultés quand il s'est agi de créer l'USFP, quelques mois avant le procès. Benjelloun était le maître-artisan de cette entreprise. Il m'a montré des projets de textes dont nous avons discuté. Mais, en mars 1973, il a été arrêté à la suite de la tentative d'insurrection dans le Moyen et le Haut Atlas. Je pense qu'il n'avait rien à y voir. Omar ne possédait même pas de passeport : il évitait de voyager à l'étranger pour qu'on ne puisse pas dire qu'il était mêlé aux projets de Fiqh Basri. Mais bon, il a été

arrêté avec d'autres qui n'avaient rien à voir. C'était quelque temps avant le procès et ne pouvant plus me défendre, il avait demandé à Abderrahim Bouabid de venir me voir. C'est ce dernier, entre autres, qui a plaidé pour moi à Casa.

Abderrahim Bouabid pensait que vous seriez condamné pour un simple délit de presse, soit trois mois au maximum. Comment a-t-il pu commettre une telle erreur ?

Il m'a dit ça la toute première fois où il est venu me voir. Il avait lu le dossier et je crois qu'il a fait cette estimation parce qu'il ne pouvait pas ne pas comparer avec le dossier de Kénitra, qui était beaucoup plus lourd. De bonne foi, je pense, il s'est dit que ça ne pouvait pas être traité autrement que comme un délit de presse.

Compte tenu du climat de l'époque, n'aurait-il pas dû envisager que vous alliez être inculpé de quelque chose de plus grave et changer son système de défense ?

Il s'est trompé, d'accord. Mais comme vous l'avez dit, nous n'avions pratiquement rien concrétisé. Quels qu'aient été nos projets et nos intentions, si on voulait nous juger sur les faits, on



n'avait pas fait grand-chose. Ce n'est pas Abderrahim Bouabid qui nous a suggéré et moins encore imposé cette ligne de défense. Elle paraissait tout à fait normale.

Comment avez-vous réagi à l'annonce de votre condamnation à quinze ans de prison ?

Nous n'attendions pas de cadeau. Et, pour tout dire, nous avions encore le sentiment que le régime n'en avait plus pour longtemps. Nous étions portés par la solidarité des

familles, le soutien que nous avions reçu de tous les partis, y compris et surtout, paradoxalement, des gens de l'Istiqlal. Ils avaient créé la Ligue des droits de l'Homme, la première organisation du genre. Ils sont venus massivement nous défendre. Peut-être aussi ne réalisions-nous pas ce que c'était que quinze ans. Nous avons pris cette condamnation plutôt à la légère, tout en étant désolés pour nos familles.

A quel moment avez-vous réalisé que vous étiez à Kénitra pour très longtemps ?

La prison, c'est toujours deux temps. Il y a un temps où vous êtes porté par la solidarité des familles, où les amis sont encore autour de vous, où vous sentez que l'opinion publique est de votre côté et ne vous a pas oublié et où, surtout, il y a de la tension avec le système, avec les gardiens. Vous ne réalisez pas réellement. Ce n'est que la quatrième, la cinquième, au mieux la sixième année, quand il n'y a plus de tension, quand les gardiens se sont habitués à vous et inversement et, paradoxalement, quand votre situation s'améliore, que vous mangez plus ou moins convenablement, que

vous recevez des plats de votre famille, des livres, des journaux, la correspondance de gens d'Amnesty International ; c'est à ce moment-là que vous commencez à réaliser que vous êtes cerné de murs. Et là, ça peut être terrible. Beaucoup de camarades n'ont pas survécu à cette transition.

Vous-même êtes passé par une période de déprime ?

Bien sûr. En fait, je l'ai bien cherché. A cause de mon

ont rendu la dépression plus aiguë.

Que s'est-il passé ?

Un jour, quelqu'un m'a apporté un joint, qui était probablement trop généreusement dosé. Ça m'a fait « flipper » pendant quelques jours. Je crois que s'il n'y avait pas eu ces deux occurrences, j'aurais fait mon temps sans problème sérieux parce que je m'occupais. Je lisais et j'écrivais beaucoup, je faisais un peu d'exercice. J'ai vécu une vie équilibrée en prison, à part cette courte période de déprime. Mais

Quand vous connaissez votre codétenu littéralement sous toutes les coutures, à un certain moment, ça devient difficile de se supporter.

sentiment de culpabilité vis-à-vis d'elle, ma femme et moi avons commencé, à mon initiative, à parler de divorce dès que la condamnation est tombée. Nous n'avions pas d'enfant, elle n'avait pas été heureuse avec moi et je ne savais pas combien de temps allait durer mon incarcération. Il me semblait que l'attitude la plus éthique, la plus normale tout simplement, était de lui rendre sa liberté. Ça ne s'est pas fait tout seul : il a fallu discuter pendant trois ans. Nous nous sommes séparés le jour de la Marche verte, le 6 novembre 1975. Quelques années après, elle a recommencé à venir me voir. Des rumeurs persistantes disaient alors que nous allions être libérés. Mais deux ans plus tard, ce n'était toujours pas le cas. Or, comme beaucoup de femmes qui approchent l'âge qu'elle avait à l'époque, elle voulait avoir un enfant. Elle attendait probablement que je sorte et que nous fassions cet enfant. Mais je ne suis pas sorti aussi vite qu'elle l'aurait souhaité. Un jour, elle est venue me dire qu'elle avait rencontré un autre homme et qu'ils envisageaient de se marier. Elle m'a demandé ce que j'en pensais et je l'ai encouragée à le faire. Cet épisode m'a un peu déprimé et puis, j'ai commis une petite erreur d'hygiène dont les conséquences

je me suis alors pris en charge et quelques amis m'ont beaucoup aidé.

Vous avez déjà évoqué le soutien des gens d'Amnesty International.

Ils sont admirables. Je ne tarirai jamais d'éloges envers eux et je me sens toujours reconnaissant. Ils ne défendent pas les droits humains de manière abstraite : ce sont les seuls, je crois, dans le petit monde des droits de l'Homme, à établir des relations directes et personnelles avec les victimes de la répression. Dans de nombreux cas, dont le mien, beaucoup de gens n'auraient pas pu résister à la prison sans leur soutien, surtout ceux dont les amis ou la famille ne pouvaient pas venir chaque semaine. Les lettres des gens d'Amnesty, elles, arrivaient régulièrement. Chacun d'eux se débrouillait, une fois qu'il avait adopté quelqu'un, pour mobiliser tout son entourage. J'avais deux correspondantes principales en Belgique, qui sont mes deux meilleures amies jusqu'à aujourd'hui. L'une d'elles était maîtresse d'école et la moitié des élèves de sa classe m'envoyait des lettres ou des cartes. Ça soutenait réellement.

Vous le faites, maintenant, vous-mêmes ? Ecrire à des détenus pour les soutenir ?

Malheureusement non. Parfois, mes amies de Belgique m'envoient des pétitions, que je signe toujours. Mais je n'ai adopté personne, je dois le reconnaître. Je ne saurais pas le faire comme ces gens-là le font. Je n'ai pas les qualités qu'ils et elles ont. Je suis plutôt dans l'abstrait, le général, le collectif ; pas dans le traitement personnalisé.

Quelles étaient vos relations avec les autres détenus ?

On dit que quand deux amis entrent en prison, le plus probable est qu'ils en ressortent fâchés. Je crois que c'est un peu vrai. Le facteur principal, c'est peut-être l'excès de proximité. Quand vous connaissez votre codétenu littéralement sous toutes les coutures, à un certain moment, ça devient difficile de se supporter. Et je pense que c'est tout à fait normal. Surtout quand la cellule est collective, vous vivez 24 heures sur 24 avec les mêmes personnes, tout le monde va aux toilettes pratiquement en présence des autres. Au bout d'un certain temps, vous ne pouvez éviter qu'il y ait des phénomènes de rejet ou de retour sur soi-même. Cela dit, on peut surmonter ces réactions épidémiques, lutter contre elles. Et puis, à un certain moment, nous avons eu chacun notre cellule. Globalement, nous nous sommes serrés les coudes. Pendant la plus grande partie de notre séjour en prison, nous faisons « panier commun ». Il est arrivé que je ne mange pas une bouchée d'un plat que m'avait envoyé ma mère parce que c'était le tour de quelqu'un d'autre. Nous sommes passés par une période de vrai communisme. Malheureusement, ça n'a pas duré très longtemps. La nature humaine a repris le dessus. Mais bon, pour l'essentiel, nous avons maintenu un minimum de vie communautaire, malgré les divergences qui pouvaient parfois être très dures.

En 1981, vous entamez un

tournant idéologique en prenant vos distances vis-à-vis du marxisme.


Que s'est-il passé ?

Il faut rappeler que nous n'avons pas été les seuls à être arrêtés. Les années 70 ont marqué le reflux du mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale. La révolution culturelle chinoise s'est terminée comme vous le savez... Le Vietnam, de pays occupé par l'impérialisme français, puis américain, est devenu un pays conquérant à l'échelle régionale. Le mouvement de 1968, en France, s'est dilué dans le « giscardisme ». En Italie, les gens qui prônaient l'action directe ont commencé à se repentir. On ne pouvait éviter de se poser la question de savoir pourquoi le marxisme était en train de faire long feu. Je suis donc revenu aux sources, j'ai relu Marx, Mao Dzé Dong, Lénine, etc.

Vous aviez tous ces livres en prison ?

On nous les amenait. A la fin, notre bibliothèque était peut-être l'une des meilleures du Maroc. Donc, comme beaucoup de gens, j'ai essayé de réfléchir sur le devenir du marxisme. Et je suis arrivé à quelques conclusions que j'ai consignées dans des travaux écrits, dont certains ont été publiés. J'ai commencé par une critique de l'avant-gardisme : comment se fait-il qu'en lieu et place de l'avènement du prolétariat qu'on attendait, on a eu des avant-gardes qui se sont proclamées représentantes du prolétariat et qui, en fait, ont exercé des dictatures et construit des bureaucraties oppressives ? Nous étions plusieurs à Kénitra à penser qu'il fallait en finir avec l'idée de dictature du prolétariat et que l'horizon de l'humanité, c'était la démocratie, une démocratie aussi populaire et équitable que possible. Ce questionnement m'a conduit à une réponse écologiste : si le prolétariat n'est pas advenu, c'est que, contrairement à ce que pensait Marx, le système industriel est générateur d'une





division du travail qui se perpétue indéfiniment. A partir de là, on en arrive à remettre en question la suprématie de la culture occidentale ou de la culture bourgeoise, ce qui amène à réhabiliter les autres cultures.

Dans vos textes, vous avez évoqué le rapport à l'islam, en appelant à prendre en compte la dimension religieuse. Cela découle-t-il de cette réflexion ?

Puisque la culture bourgeoise n'est pas une panacée, il faut au moins supposer que dans les autres cultures, il y ait des éléments qui puissent nous aider à construire l'alternative. C'est ainsi que j'ai été amené à relire les textes de l'islam, mais aussi les textes juifs et chrétiens, afin d'y trouver ce qui pourrait être repris par un projet émancipateur. Effectivement, je pense que dans l'islam, il y a de tels éléments. Sans parler du Prophète, regardons nos savants ; regardons comment les gens du peuple, dans les campagnes et dans les quartiers populaires, vivent leur islam. Il y a là des choses tout à fait récupérables par un projet émancipateur.

A la fin de votre période d'emprisonnement, vous avez repris vos études.

Des amis ont beaucoup insisté pour que je le fasse. J'ai donc obtenu ma licence en 1983. Et ces mêmes amis, à ma sortie de prison, en 1984, m'ont pratiquement forcé à aller défendre un mémoire de DEA. C'est ce qui m'a permis par la suite de poursuivre jusqu'au doctorat en sociologie et anthropologie. Chaque fois, il a fallu que quelqu'un me pousse.

Là, vous avez été recruté par Hussein Faraj à l'Institut national de la recherche agronomie.

Pourquoi vous a-t-il tendu la main ?

Parce qu'il avait plus de courage que les autres, c'est tout. Dans l'administration marocaine, il était connu pour avoir une certaine liberté de pensée, de parole et d'action. Il a donc pris sur lui de me recruter car il voulait créer un département en sciences sociales à l'INRA. Mais, lors de mon embauche, il n'y avait pas encore dans l'organigramme de l'institut de poste de sociologue. Comme rien d'autre ne se présentait et que tout ce qui est agricole et rural m'a toujours intéressé, j'ai accepté. Je devais travailler à Settat mais, comme mon poste n'existait pas encore, j'ai été recruté comme « ouvrier occasionnel ». Je touchais 900 dirhams par mois. Après deux ans, on m'a proposé d'aller aux Etats-Unis préparer un diplôme. A l'époque, je me trouvais trop âgé et j'ai décliné cette offre. Mais l'année suivante, on m'a expliqué qu'elle n'était pas si facultative que ça : un

On vous a envoyé dans un repaire de « rouges » ?

Pas spécialement. En fait, toutes les universités américaines constituent le dernier refuge du marxisme. Aujourd'hui, Marx y est plus populaire que n'importe où ailleurs. Je parle du cadre d'analyse de Marx, pas du communisme. Les profs étaient géniaux, certains collègues aussi. J'ai construit des amitiés avec des gens extraordinaires. Ça m'a conforté dans l'idée qu'il y a une différence assez profonde entre les Américains et leur système politique, en tout cas concernant leur politique étrangère. Ceux que j'ai connus n'étaient aucunement différents des Marocains, même du point de vue des rapports quotidiens : ce sont des gens très chaleureux, très conviviaux, très hospitaliers. Malheureusement, mon séjour s'est mal terminé parce qu'il a correspondu avec la première guerre d'Irak. Je me suis impliqué dans le débat

Toutes les universités américaines constituent le dernier refuge du marxisme.

programme de recyclage des employés de l'INRA avait lieu avec un consortium d'universités américaines. N'ayant plus le choix, j'y suis allé en 1988.

Comment avez-vous trouvé les Etats-Unis ?

Les premiers mois ont été un peu difficiles parce que je les ai davantage consacrés aux démarches pour que ma femme, avec qui je m'étais marié en 1986, me rejoigne qu'à étudier. Mais, de manière générale, mon séjour a été une réussite, à la fois sur le plan social et sur le plan académique. J'ai rencontré des collègues et des professeurs d'une rare qualité. En fait, ils étaient tous de gauche et tous marxistes.

et, évidemment, je défendais publiquement des points de vue anti-américains, je participais à des manifestations. J'ai alors commencé à recevoir des menaces par téléphone. Je me suis donc débrouillé pour raccourcir mon séjour de quelques mois.

A votre retour, vous devenez professeur à Al Akawayn. Comment cela s'est-il passé ?

Dès mon retour et avant l'ouverture de l'université, on m'avait proposé de la rejoindre. J'avais refusé, considérant que c'était une université pour enfants de riches. A l'époque, le doyen de la faculté de lettres et de sciences humaines était un ancien collègue de lycée.

A la fin du premier trimestre, il est revenu à la charge en me proposant d'assurer un module d'une semaine pour initier les étudiants de troisième cycle à la sociologie. J'y suis allé et je me suis rendu compte qu'il n'y avait pas que des enfants de riches. Je crois même que, dans cette promotion-là, il n'y en avait aucun. C'étaient des enfants de la classe moyenne. Il y en avait même un de Tata, qui était là grâce à une bourse et qui est actuellement professeur d'anthropologie aux Etats-Unis. A l'époque – je crois que ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui –, l'université considérait avant tout le mérite. Quand un étudiant ne disposait pas des moyens nécessaires, l'université lui offrait une bourse, lui trouvait un travail à l'université pour financer ses études ou s'arrangeait pour lui obtenir un crédit auprès de la Banque Populaire. En plus, j'y ai trouvé des jeunes hommes et femmes très sympathiques. Donc, j'ai accepté le poste. Ça a été une très bonne expérience, sauf à la fin.

Vous avez démissionné pour protester contre « une atteinte aux libertés académiques ». Que s'est-il passé ?

A la veille des soutenances de la première promotion de masters, en décembre 1996, est tombée une circulaire ordonnant que toutes les thèses transitent par le bureau du vice-président chargé des études. Ça nous paraissait être une manifestation de doute sur notre honnêteté en tant qu'enseignants. Tous les professeurs – nous étions une vingtaine – ont déclaré cette circulaire inacceptable. Nous avons offert comme compromis que le directeur des études ou l'un de ses délégués assiste au travail du jury. Mais cela a été refusé. Nous sommes passés outre et avons organisé les soutenances. Deux ou trois jours plus tard, le doyen a reçu



l'ordre de quitter l'université dans les vingt-quatre heures et d'aller retrouver son poste d'origine à la Faculté de Lettres de Rabat. Mes collègues et moi avons exigé que le doyen soit réintégré dans ses fonctions, sans quoi on devait nous considérer comme démissionnaires. Trois jours plus tard, n'ayant reçu aucune réponse, nous avons déposé collectivement notre démission. Chacun est donc reparti là d'où il était venu, sauf deux ou trois je crois. Je me suis installé à Rabat car ma femme et mes enfants ne voulaient pas retourner à Settat. J'ai donc fait la navette pendant un certain temps entre les deux villes. Et puis, on m'a chargé de la revue de l'INRA, si bien que j'ai pu travailler à Rabat.

En 2006, Meziane Belfqih vous demande de rejoindre le Conseil supérieur de l'enseignement. Comment vous connaissait-il ?

Nous nous étions vus quelques fois auparavant, mais nos liens se sont resserrés quand nous avons travaillé ensemble sur le Rapport du Cinquantenaire. Comme nous ne sommes pas très nombreux dans le domaine des sciences sociales au Maroc, je ne pense pas qu'il ait fait appel à moi pour un mérite particulier. Presque tous les sociologues du bled étaient là et j'étais l'un d'entre eux. Nous nous sommes beaucoup appréciés. C'est quelqu'un pour qui j'ai beaucoup d'estime. C'est sans doute lui qui m'a proposé pour être son secrétaire général au Conseil supérieur de l'enseignement.

Votre passé ne vous a pas disqualifié pour le poste ?

Apparemment non. Le temps avait passé. De toute manière, Si Belfqih fait partie des personnes qui ne s'attendent pas trop sur le passé de quelqu'un. Il est plutôt tourné vers l'avenir.

Au sein de ce Conseil, quelles sont les principales thèses que vous défendiez ?

La principale est que tous les

malheurs du pays sont venus de la politique menée en matière d'enseignement. Dans mon cas particulier, j'ai basculé dans l'opposition à partir de 1965, quand j'ai constaté qu'une ligne était tracée entre le sort des plus pauvres et celui des plus riches. Pour moi, si l'enseignement n'est pas un instrument de promotion sociale, un levier pour hisser le pays à un niveau plus élevé, qu'est-ce que c'est ? Je suis ulcéré quand je pense au nombre de génies que nous sommes en train de gaspiller, surtout dans des régions où les têtes sont fraîches – comme les régions montagneuses –, mais où les gens ne peuvent pas poursuivre d'études. L'enseignement est l'instrument fondamental pour construire une société qui si, elle n'est pas égalitaire, offre au moins à tous les mêmes chances.

Il y a des différences très importantes entre le Maroc et l'Afrique du Sud. D'abord, là-bas, les « perpétrateurs » étaient identifiables.

Parallèlement, vous commencez à travailler pour l'IER.

Je le fais en « free-lance », tout simplement comme citoyen. Parce qu'il m'importait que la réconciliation se fasse, qu'on en finisse avec les pesanteurs du passé et qu'on puisse s'engager résolument dans la construction d'un avenir meilleur. J'ai été favorisé par le fait que j'étais proche d'un certain nombre de personnes de l'IER, à commencer par Driss Benzekri.

Vous l'aviez rencontré quand ?

A Kenitra, en prison. On avait sympathisé. Nous n'avons jamais été vraiment copains, ni en prison, ni en dehors. Mais nous étions, je crois, réellement amis, dans la mesure où nous nous respections beaucoup, où nous avions une complicité intellectuelle et où nous entendions, de manière presque totale, sur la ligne à suivre concernant le traitement de

l'héritage du passé.

Vous l'avez déjà fait à plusieurs reprises, mais pourriez-vous nous réexpliquer le parti pris de parler des victimes mais de ne pas nommer les bourreaux ?

La raison principale est qu'on ne peut demander plus que ce que l'on peut obtenir. A la fin des années 90, la gauche n'était pas si forte que cela : nous n'avions pas fait de révolution, nous n'avions pas pris le pouvoir... Mais nous voulions en finir avec les boulets qui tiraient le pays vers le bas. Il se trouvait que, de l'autre côté, il y avait une disposition à trouver un arrangement. Pour être juste, cela avait commencé sous Hassan II : c'est lui qui avait créé le Conseil consultatif des droits de l'Homme et avait lancé le premier processus

offre ? Et au nom de quelle force réclamer autre chose ?

Mais pour que la catharsis soit complète, la formule choisie par l'Afrique du Sud n'était-elle pas plus efficace car elle permettait à la fois à la victime de se confronter à son bourreau et à celui-ci de confesser ses fautes ?

Il y a des différences très importantes entre le Maroc et l'Afrique du Sud que nous ne pouvons ignorer. D'abord, là-bas, les « perpétrateurs » étaient identifiables. Deuxièmement, il y a eu la médiation de l'Eglise : ces gens que vous voyiez à la télévision s'embrasser et se réconcilier l'avaient déjà fait avant, hors caméras, sous sa férule.

Vous voulez dire que cette démarche est typiquement chrétienne ?

Exactement : il y a là-bas cette tradition de confession qui entraîne le pardon des fautes commises. De plus, moi qui vous parle, si vous me demandez qui m'a torturé, je suis à ce jour dans l'incapacité de vous dire : « c'est Monsieur Untel ». Et c'est le cas de pratiquement toutes les anciennes victimes de la torture au Maroc. Je ne suis au courant que d'une seule plainte de famille désirant poursuivre ad nominem. Il n'y avait donc pas de base pour s'engager dans cette voie. Et, supposons que nous l'ayons fait, quel en aurait été le gain ? On aurait mis en prison une dizaine, une centaine, un millier de personnes. On n'était pas du tout dans ce type de logique. L'enjeu réel était d'obtenir un changement de style de gouvernement. Et ce qui a été obtenu, non seulement est très comparable à ce qui l'a été sous d'autres cieus, mais est supérieur par de nombreux aspects. Vous parlez de l'Afrique du Sud : savez-vous qu'au jour d'aujourd'hui, pas une seule victime n'a reçu un sou ? Ici, des milliards ont été dépensés. Nous avons des programmes de réparation collective dans onze provinces, avec des dizaines d'associations.

Une réforme du système de la justice est en cours. Elle tarde un peu à venir, mais la volonté politique a été déclarée avec force à plusieurs reprises. Ce n'est plus qu'une question de semaines ou de mois. C'est quand même une récolte fabuleuse ! Et cela, avec peu de moyens : il n'y a pas de parti derrière nous, ni, a fortiori, de chars attendant dans la forêt d'à-côté. Il y a eu une connivence vertueuse entre d'anciennes victimes de la répression qui ont certaines qualités qui leur ont permis d'avoir un impact sur le déroulement des choses bien plus important que ce qu'elles représentent physiquement ; et, de l'autre côté, un engagement de Sa Majesté, mais aussi des gouvernements que nous avons côtoyés pendant cet itinéraire. Donc, notre mission n'est pas encore accomplie, mais elle est très avancée. Je sais qu'un certain nombre de personnes sont critiques mais, alors, qu'elles nous offrent quelque chose de meilleur ! D'ailleurs, quand elles nous critiquent, c'est sur la base des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation dont elles disaient, à sa constitution, que c'était une mascarade... Maintenant, c'est devenu « la » référence pour tout le monde !

Lors de votre témoignage, en 2004, vous créez une polémique en associant dans vos prières, entre autres, Hassan II, Mehdi Ben Barka, Omar Benjelloun, Mustapha El Ouali... Pourquoi avez-vous fait cela ?

Parce qu'ils sont à mettre sur le même plan : je les ai décrits comme étant le combustible d'une époque et ils en ont tous, finalement, souffert. Il faut se rappeler Hassan II quand il a envoyé pour la dernière fois une délégation au pèlerinage de La Mecque. A la fin de son laïus, il leur mendiait presque de prier pour lui. Ce n'était pas la joie pour lui non plus, ces quarante années...

D'accord, mais comparé aux prisonniers de

Tazmamart...

Evidemment, comme quelqu'un l'a dit, Tazmamart était « le point le plus douloureux du globe ». Mais je suis sûr que vous trouverez, parmi les anciens prisonniers de Tazmamart, des gens qui pensent exactement comme moi.

Pour eux, c'était une mesure de survie : Aziz Binebine, par exemple, explique que s'il s'était laissé à la haine, il

Sa famille m'a étreint si fort simplement parce que j'avais mentionné son nom. Alors que chacun retienne le nom qui lui convient...

n'aurait pas survécu. Mais la société, elle, n'a-t-elle pas le devoir de réclamer justice pour eux ?

Ce qui est valable au niveau individuel l'est aussi au niveau de la société. Ce que j'évoque, c'est aussi une mesure de survie, avec toute la modestie qui s'impose au niveau d'une société. C'est une manière de clore le débat et de passer à autre chose : il n'y en a pas d'autre. Si une société diabolise quelqu'un au-delà de ce qu'il mérite réellement et, d'une manière ou d'une autre, ne clôt pas le débat avec lui, elle va rester dépendante de lui éternellement. Une société doit être capable d'être équitable vis-à-vis de tout un chacun. Autrement, elle s'enferme dans un cercle de haine et de vendetta éternel et elle finit par s'auto-détruire. Et il n'y a pas de levier pour sortir de cette névrose collective si on ne donne pas libre cours aux pulsions de vie, d'amour, de pardon, d'espoir... Si on reste dans le négatif, on en crève. Et c'est aussi vrai pour les sociétés que pour les individus. Les sociétés meurent aussi.

Vous qui avez souffert, vous ne considérez pas que la société vous doit quelque chose ?

J'ai reçu beaucoup plus de la société que je ne lui ai donné. Elle m'a permis d'aller à l'école.

Et, aujourd'hui, il est pratiquement impossible que je sorte dans la rue sans que quelqu'un vienne me saluer et me dire « merci pour ce que tu fais », sans rien me demander en échange. Des gens me disent : « quand on te voit à la télé, on prie pour toi ». Et ça, ça m'aide à vivre. Et, pour clore ce débat : certains ont simplement retenu que j'ai cité Hassan II en même temps que Ben Barka et d'autres. Mais je vais vous raconter une anecdote : quelques jours après mon témoignage, je

passais devant la gare de Rabat. Un homme est venu vers moi et m'a étreint. Quand il m'a lâché, toute sa famille nous entourait. Ils m'ont tous étreints, les uns après les autres. Après, seulement, ils se sont présentés : c'était la famille d'Omar Dahkoun, que j'avais aussi mentionné. Omar Dakhoun était un révolutionnaire d'une qualité extraordinaire, dans la mouvance de Fqih Basri : il était l'un des plus dangereux, sinon le plus dangereux pour le régime. Il avait noyauté tout le pays, il était insaisissable. Ce gars-là, personne n'en parle plus ! Et sa famille m'a étreint si fort simplement parce que j'avais mentionné son nom. Alors que chacun retienne le nom qui lui convient... Mais moi, ce qui m'intéresse, c'est que la société surmonte ses névroses et qu'elle puisse avancer.

Qu'avez-vous ressenti quand vous avez été nommé à la tête du CCDH ?

De la fierté, mais aussi le poids de la chose. Je savais que ça n'allait pas être facile et je ne suis pas déçu... C'est très difficile, c'est très lourd, mais je pense que j'assume.

Quelles sont les grandes réformes que vous avez introduites ?

Il fallait finir la mise en œuvre des

recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation. C'est ce qui a réclamé 70 à 80% de mon énergie et de celle du Conseil. Je crois que j'ai réussi à introduire l'idée que le destin du Conseil n'est pas de travailler à perte de vue sur ces questions, qu'il faudra un jour clore, même si, du point de vue de l'élucidation de la vérité, nous n'avons pas pu tout mettre au clair. Mais les droits humains, ce n'est pas seulement ça et il serait temps de s'occuper, notamment, des droits économiques et sociaux. C'est une idée qui fait maintenant partie de la philosophie de l'institution et je m'en flatte, sans fausse modestie. Ça devrait être au bout du compte mon apport principal à l'œuvre de ce conseil.

En ce moment, on parle beaucoup de la réforme de la justice. Dans ce domaine, sur lequel vous portez un jugement très sévère, que préconisez-vous ?

Nous demandons d'abord à ce que la justice soit reconnue comme un pouvoir plein et entier, au même titre que le législatif et l'exécutif, ce qui n'est pas encore le cas dans le texte de la constitution actuel. A terme, il faudra que celle-ci soit amendée de manière à ce qu'il y soit reconnu clairement que le pouvoir judiciaire est égal aux autres.

En démocratie, en principe, il est prééminent.

Oui, mais chez nous, au stade actuel, il faudrait au moins qu'il soit reconnu comme un pouvoir indépendant. Au niveau réglementaire, il faudrait une séparation claire et nette entre le ministère et le Conseil supérieur de la magistrature et que celui-ci soit souverain pour tout ce qui concerne la carrière des juges. Ensuite, il faut s'occuper des critères de sélection et de ceux qui les accompagnent : le greffe, les huissiers... Et puis, des conditions matérielles : augmenter les moyens de la justice, mais aussi rationaliser l'usage des



Ahmed Herzenni avec son fils, Yassine.

ressources. C'est donc tout un programme qu'il faut mettre en place, qui a été résumé de manière brillante par Sa Majesté dans son discours sur la Justice. Maintenant, c'est au gouvernement d'élaborer et mettre en œuvre aussi rapidement que possible un plan de réforme du système judiciaire.

Comment change-t-on les mentalités ? On a tous en tête des exemples de juges qui font du zèle, notamment dans des affaires qui concernent l'Internet.

La solution, c'est la formation. Mais, à la décharge des juges, il faut reconnaître que sur le plan des textes, il y a des lacunes. Nous, Marocains, sur la question de l'Internet, n'avons même pas commencé le débat. Considère-t-on que ce qui s'y écrit est une forme de presse, et donc passible des mêmes droits et sanctions, ou que c'est le café du commerce

global et que, donc, on ignore ce qui s'y écrit ? Nous n'avons pas tranché. L'une des conséquences est que certains juges sont perdus, ne savent pas à quoi se référer et peuvent effectivement prendre des décisions tout à fait intempestives.

Concernant l'équilibre entre exécutif et législatif, là encore, que préconisez-vous ?

Dans notre pays, comme dans beaucoup d'autres qui sont en phase de transition, le déséquilibre entre ces deux pouvoirs est très clair. Or, il ne peut pas y avoir de démocratie institutionnelle si ce déséquilibre persiste. Comment fait-on ? A mon avis, il faut sortir de

la dispute de savoir ce qui précède, l'œuf ou la poule : l'équilibrage doit venir des deux côtés. L'exécutif doit se délester de tout ce qui peut l'être en faveur des autres pouvoirs. Mais, à mon sens, c'est le législatif qui doit faire le plus d'efforts. Les partis politiques doivent être forts et solides, ou au moins former de grandes coalitions. Et c'est là, à mon avis, l'un des talons d'Achille de l'expérience marocaine : tous les acteurs ont fait des efforts pour avancer mais, au niveau des partis politiques, il y a un retard de la réforme. On a l'impression que, paradoxalement, les partis qui ont le plus intérêt à ce que la transition démocratique se fasse n'arrivent pas à faire leur propre transition

démocratique.

Vous êtes surtout déçu par la gauche ?

Je ne dirais pas que je suis déçu, mais je constate qu'elle n'est pas arrivée à faire, pour paraphraser quelqu'un, « une analyse concrète de la situation concrète ». Elle est restée accrochée à des slogans qui appartiennent à une autre ère. On espérait, avec l'accès de l'opposition au gouvernement, en 1998, qu'il y aurait une réflexion approfondie sur les exigences d'une transition démocratique réussie et qu'une réforme des partis serait entamée. Mais que ce soit au niveau de l'idéologie, des programmes, du style de travail ou des mécanismes de liaison avec les différentes catégories de la population, nous sommes obligés de reconnaître que notre gauche s'est révélée parmi les plus indigentes du monde. Il n'y jamais eu de discussion réelle, par exemple, sur les raisons de

Considère-t-on que ce qui s'écrit sur l'Internet est une forme de presse ou que c'est le café du commerce global ? Nous n'avons même pas commencé le débat.

l'effondrement du bloc soviétique, ni sur les grands choix doctrinaux. Personne ne s'est réellement soucie de se définir par rapport à la social-démocratie, contrairement à ce qui s'est passé en Europe. Par conséquent, il n'y a eu aucune actualisation au niveau des programmes. Tout cela ne pardonne pas ! Et la gauche se retrouve quantité négligeable après quelques années de transition démocratique, alors que c'est l'inverse qui aurait dû se produire.

Pourquoi la gauche a-t-elle échoué en 1998, selon vous ?

Si vous ne faites pas ce qui doit être fait au moment adéquat, vous en payez le prix. Ce n'est pas parce que vous êtes la gauche et que vous avez tel exploit à votre tableau de chasse que les gens vont éternellement voter pour vous. La notion même de légitimité historique est d'ailleurs contradictoire avec celle de légitimité démocratique. Celle-ci se gagne chaque jour. En fait, l'Istiqlal, toutes proportions gardées, a été beaucoup plus intelligent que la gauche. C'est le seul parti du Mouvement national qui a introduit un semblant de réforme dans son fonctionnement. Au début des années 2000, ses dirigeants historiques ont pris des postes honorifiques et ont laissé la place aux jeunes. C'est l'époque où on a commencé à connaître des gens comme Ghellab, H'jira, Douiri... Au niveau des élections, c'est le seul parti qui a établi un semblant de procédure pour choisir les têtes de listes. Qu'est-ce que ça vaut ? Je n'en sais rien. Mais la procédure est plus ou moins respectée alors que, dans les partis de gauche, à la veille de chaque élection, c'est pratiquement l'éclatement parce qu'il n'y a pas de critères de sélection pour les têtes de liste et que tout le monde veut en être. On s'attendait à ce que la gauche soit pionnière au niveau de la réflexion doctrinale, du rajeunissement des élites, de la confection des programmes, des rapports avec les gens, mais ça n'a pas été le cas. On assiste à une inflation des egos qui est

nuisible à toute réflexion et même à toute relation partisane normale. La gauche, aujourd'hui, c'est un ensemble de clans très réduits. Et puis, il y a le style de travail. Il faut quand même, pour se dire de gauche, avoir un minimum de liens avec les gens, surtout ceux des quartiers populaires. Je ne leur dis pas d'aller vivre dans les douars ou les bidonvilles, mais qu'ils sachent au moins ce qui s'y passe et soient à l'écoute des gens : de quoi ils souffrent, de quoi ils ont envie, qu'est-ce qui est prioritaire pour eux. Ce n'est pas le cas de nos militants de gauche aujourd'hui. Certains ne connaissent pas leurs voisins, ne vont jamais au café du coin. Leur café, ils doivent le prendre en face du Parlement... Tout cela, on peut le cacher pendant un temps en faisant des déclarations plus ou moins brillantes mais, le jour des élections, le roi se retrouve nu.

Au niveau de l'idéologie, des programmes, du style de travail, notre gauche s'est révélée parmi les plus indigentes du monde.

Que pensez-vous de ce qui s'est passé à l'USFP récemment, avec une frange du parti qui réclamait une cure d'opposition ?

Quand je m'occupais encore de politique, en 2002, on m'avait demandé de participer à un séminaire de réflexion portant sur les résultats des élections qui venaient de se dérouler. Dès le lendemain de ce scrutin, la majorité s'était pratiquement brisée. Et j'avais osé suggérer que c'était peut-être le moment pour l'USFP de renoncer à être au gouvernement et de revenir à l'opposition de manière à reconstruire le mouvement démocratique dans le pays. J'avais failli être lynché. Aujourd'hui, je pense que c'est trop tard. Si elle quittait le gouvernement, je ne pense pas qu'elle retrouverait sa popularité d'antan, ni qu'elle pourrait être la colonne vertébrale

d'un mouvement démocratique renouvelé.

L'idée d'une alliance avec les autres partis de gauche vous paraîtrait bénéfique ?

Ça n'a jamais été une simple affaire d'addition de forces - ou de faiblesses en l'occurrence. Il faut une réflexion sur la doctrine : qu'est-ce que la gauche aujourd'hui ? Comment se définit-elle par rapport aux grandes tendances universelles ? Ces questions doivent être débattues. Le rapport à l'islam également. Est-ce que la gauche est strictement laïque ? Est-ce qu'elle serait disposée à intégrer certains éléments lumineux de l'islam. Les gauches du monde entier ont toujours dû se redéfinir avant de pouvoir rebondir. Tant que ce travail-là ne se fait pas, je ne crois pas qu'un rassemblement

de boucher, de médecin, etc. soient organisées, mais pas celle de journaliste. Il faut créer une instance professionnelle qui soit capable de gérer la profession. Evidemment, cette profession doit avoir une charte déontologique.

Quelles seraient les « lignes rouges » à ne pas franchir pour les journalistes ?

A eux de les définir. Quand j'ai exprimé ce point de vue, il y a eu une levée de boucliers. Mais si vous lisez les journaux ces derniers mois, ils disent tous la même chose, et tant mieux. Maintenant, il faudrait concrétiser. Il ne faut pas se le cacher, et ça ne justifie nullement les éventuels abus qui peuvent être commis par tel ou tel juge, mais nous avons un problème de déontologie, c'est certain. Tous les journaux le reconnaissent ces derniers jours.

Concernant l'affaire Ben Barka, qui a connu de nouvelles péripéties au cours de ces derniers mois, quelles actions avez-vous engagées ?

Très tôt après ma nomination, j'ai contacté la famille Ben Barka. Je lui ai expliqué que c'est une affaire très complexe du point de vue du CCDH et de celui des attentes des Marocains vis-à-vis du Conseil en ce qui concerne cette affaire. J'ai dit depuis le début qu'il ne fallait pas que les attentes soient exagérées, car l'affaire est beaucoup plus complexe que d'autres, ne serait-ce que parce que Ben Barka a été enlevé à Paris, a probablement été tué là-bas et très probablement été enterré en France. C'est un défi parce que nous n'avons évidemment aucune autorité sur le territoire français, en supposant que nous en ayons une au Maroc...

Cette affaire vous tient à cœur ?

Bien sûr, comme à tous les Marocains. Mais, je l'ai dit à la famille, à son avocat et à mes amis du bureau politique de l'USFP : l'affaire est très compliquée,



Ahmed Herzenni avec son fils, Yassine, sa femme, Karima, et sa fille, Zineb.

d'abord parce qu'elle s'est déroulée en territoire étranger. Ensuite, d'après les analystes et les observateurs, plusieurs parties avaient intérêt à la disparition de Mehdi Ben Barka : des Marocains, des Français, paraît-il des Américains et des Israéliens. Tout ce monde-là est en dehors de notre atteinte. Mais ma considération principale dans cette affaire, c'est que nous, Conseil consultatif des droits de l'Homme, agissons comme héritier de l'IER. Or celle-ci n'était pas une instance judiciaire, c'était un instrument de justice transitionnelle. En tant que telle, elle ne peut fonctionner que s'il y a coopération des victimes et des « perpétrateurs ». Cette condition n'est pas remplie dans cette affaire, l'IER n'ayant même

pas reçu de demande d'examen de l'affaire de la part de la famille. Ça se comprend, parce qu'elle est engagée avec la justice française et ne peut donc pas nous communiquer les dossiers. Et puis les « perpétrateurs », ou les supposés tels, ou les supposés témoins de l'affaire du côté marocain n'ont pas coopéré. Quelques-uns ont carrément refusé de parler, d'autres ont parlé mais n'ont rien dit d'essentiel. Donc, sur cette affaire, je ne crains pas de dire que je me sens un peu impuissant. Je préfère dire aux gens : « n'attendez pas de moi ce que je ne peux pas faire ». Ce qui n'empêche que nous continuons d'être à l'écoute de ce qui peut se produire de nouveau.

Passons aux questions qui fâchent. Certaines personnes vous ont reproché, même des amis à vous, comme Christine Daure, de ne pas vous occuper de ce qui se passe dans nos prisons. On vous reproche notamment de ne pas être suffisamment audible sur des affaires de torture qui ont choqué l'opinion.

Ce n'est pas mon rôle de réagir sur des affaires individuelles. Mes amis devraient le comprendre. Je ne suis pas à la tête d'une ONG. Ma fonction, telle que définie par les statuts du Conseil consultatif des droits de l'Homme, c'est d'aider

le pays à harmoniser sa législation par rapport aux conventions internationales. Nous sommes très avancés dans ce domaine : il n'en reste plus que deux ou trois à ratifier. Notre deuxième rôle est de mettre au point des instruments nationaux de suivi, d'évaluation et de contrôle. En ce qui concerne la torture, nous sommes en train de débattre du type d'instance de suivi qu'il faut établir, parce qu'il existe toutes sortes d'expériences à travers le monde. Dans certains pays, c'est l'institution nationale des droits de l'Homme, équivalente du CCDH, qui s'occupe de ce genre de choses. Dans d'autres, c'est une instance spécifique qui ne fait que ça. La plupart des interlocuteurs au Maroc préfèrent que ce soit l'institution nationale. Ce n'est pas

encore tranché, mais on va vers cette direction. En attendant, nous faisons du contrôle. Nous avons un programme annuel de visites des prisons auxquelles s'ajoutent des visites imprévisibles. Les gens voudraient que je sois une AMDH bis. L'AMDH fait son travail ; Christine Daure fait son travail, à sa manière ; moi, je le fais à la mienne. Tout cela devrait concourir à ce qu'on gagne des acquis pour notre peuple. Or, on dit que je ne fais rien, que je suis complice, que j'ai retourné ma veste... Mais si on passe son temps à s'accuser mutuellement de ne pas en faire assez, on va aboutir à quoi ? Si d'autres personnes veulent maintenir une aura de passionaria, c'est leur affaire. Moi, j'essaie d'obtenir chaque jour des choses concrètes pour les gens, sans souci de ma propre gloriole. C'est pour cela que je ne fais pas de communiqués, même sur des choses qui me bouleversent. Mon souci, quand il y a un problème, c'est de lui trouver une solution, même si les gens ne sont pas au courant de ce que je fais.

Etes-vous intervenu dans l'affaire des étudiants de Marrakech ?

Les familles sont venues me voir à la veille du procès. Ils ont été d'une incorrection incroyable. D'abord, ils étaient dirigés par une dame qui a tenté d'enregistrer notre conversation de manière clandestine. Ils m'ont dit que ces jeunes étaient dévorés par les poux, qu'on les empêchait de préparer leurs examens... Je leur ai répondu : « ne me parlez pas de poux, c'est le cas de tous les détenus au Maroc. Vos enfants sont accusés d'avoir voulu incendier leur université, c'est une affaire très sérieuse. Si vous voulez qu'on s'entraide pour mettre au point une défense qui leur donne une chance de se tirer de ce mauvais pas, je suis prêt. Mais si vous êtes là simplement pour alimenter un combat politique non déclaré, je ne suis pas votre homme ». Ils sont rentrés chez eux et ont fait un communiqué disant que je n'avais pas été coopératif, etc. C'est ça l'histoire : ils ont choisi une ligne de défense qui, pour moi,

n'était pas correcte.

Aujourd'hui, d'après ce qu'on sait, Zahra Boudkour est très malade...

Si elle est malade, il faut qu'elle soit soignée. Il faut savoir ce qu'on veut dans cette affaire. Ils ont choisi une ligne de défense qui fait que je ne peux pas les aider. Ils se prétendent maoïstes, je ne peux que sympathiser avec eux, quelque part. Mais je ne peux pas empêcher qu'ils aient fait des choses. Est-ce qu'on prétend que ce sont des victimes qui n'ont rien fait et que les autorités de ce pays ont mis gratuitement et arbitrairement en prison ? Si c'est cela, on en parle. Si c'est une affaire de conditions de vie en prison, je passe mon temps à inspecter les prisons et à m'assurer qu'il y a un minimum de

avec les familles. Nous n'avons eu de cesse de réclamer que les juges aient la main moins lourde et que l'on développe les peines alternatives. Nous avons un taux de remplissage des prisons tout à fait exorbitant. C'est malheureux à dire, mais il y a aussi un manque de prisons, et de prisons viables. Ecoutez, j'ai vent de toutes les critiques dont nous faisons – dont je fais personnellement – l'objet. J'ai la peau assez dure. Mais il y a beaucoup d'accusations qui sont tout à fait gratuites : que nous ne nous occupons pas de torture, que nous ne respectons rien... Tout cela est faux. Si ces gens prenaient la peine de vérifier et si, pour commencer, ils étaient de bonne foi... Car tout cela part de malveillance. S'il y a des récriminations fondées, des allégations sérieuses, nous sommes prêts à en discuter. Mais personne n'est venu en parler,

pouvoir. Mais bon, il n'y a pas que les gens qui me critiquent. Et la balance, croyez-moi, penche du côté de ceux qui me disent qu'ils prient pour moi quand ils me voient à la télé. Mais ceux-là ne font pas de déclarations dans les journaux. Pour aller au fond, ceux qui me critiquent viennent tous de l'ancienne gauche. Certains étaient plus ou moins des amis. Ce que je leur demande, c'est : font-ils concrètement, dans leur vie de tous les jours, quelque chose de plus radical que ce que moi je fais ? Je n'ai pas cette impression. Je constate par ailleurs qu'ils se définissent maintenant tous comme des militants des droits de l'Homme. Passer de la dictature du prolétariat aux droits de l'Homme, ce n'est pas si évident que ça... Moi je l'ai fait, mais je m'en suis expliqué, eux jamais. Ils le devraient car ce sont des gens aussi publics que moi. Moi, j'ai toujours veillé à maintenir une cohérence entre ce que je pense, ce que je dis et ce que je fais. S'il faut une révolution culturelle dans ce pays, c'est à ce niveau-là qu'elle doit se faire : celui de l'exigence d'une cohérence. Son absence crée un climat malsain dans le pays et nous enfonce dans le sous-développement intellectuel. On ne peut pas diverger profondément sur les droits humains. On ne peut diverger qu'en termes d'approche, de priorités. Donc, s'il y a tellement de critiques et de polémiques, c'est qu'il y a autre chose que les droits humains qui sont en jeu. L'instrumentalisation des droits humains à partir d'arrière-pensées politiques, à mon avis, c'est malsain, et ça fait du mal aussi bien à la politique qu'aux droits humains.

Est-ce que Christine Daure peut imaginer que je tolère qu'il y ait de mauvais traitements à l'encontre de cette fille ou de n'importe qui d'autre ?

traitements humains. A l'époque de Kénitra, Sion Assidon et moi divergions avec la plupart de nos codétenus qui réclamaient des conditions particulières en tant que prisonniers politiques : nous, nous estimions que nous ne pouvions pas demander de privilèges. Les conditions de la prison doivent être améliorées pour tout le monde. J'ai lutté pour ça toute ma vie ! Est-ce que Christine peut imaginer que je tolère qu'il y ait de mauvais traitements à l'encontre de cette fille ou de n'importe qui d'autre ?

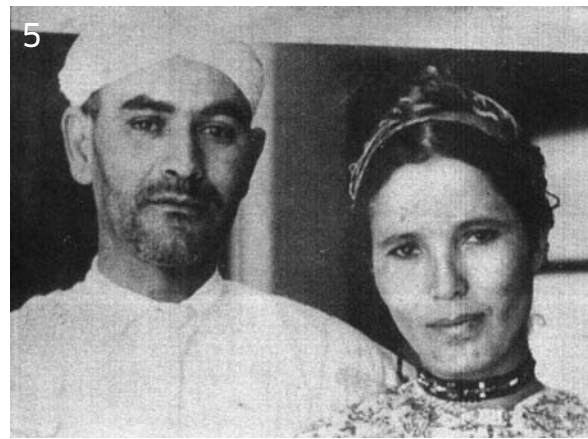
Y a-t-il eu des lieux où vous avez constaté des entorses aux droits humains ?

Nous avons trouvé ce que tout le monde sait : que les conditions de vie dans les prisons, malgré les quelques progrès réalisés, sont toujours très dures, du point de vue de l'hébergement, de l'alimentation comme des relations

pas même Christine ! Par voie de presse, elle m'accuse de quelque chose alors que, quinze jours plus tôt, on était face à face et qu'elle m'appelle fréquemment au téléphone. Elle aurait pu me demander ce que j'avais fait sur tel ou tel dossier. Mais, apparemment, les gens ont ce type d'urticaire : dès que ça les démange, ils doivent faire une déclaration. Et ils ne se soucient pas qu'elle soit juste ou injuste, c'est ça qui fait un peu mal. Il y a de l'irresponsabilité derrière tout cela. Juste parce qu'un journaliste vient vous voir, vous faites une déclaration, sachant qu'il n'y aura pas de sanction, ni même de réponse.

C'est le pouvoir qui attire ce genre de comportements ?

Je n'ai jamais pensé que le poste que j'occupe me donnait réellement du pouvoir. Je l'ai toujours perçu comme un contre-



1. Photo de classe au cours élémentaire, à l'école Sidi Mohamed Ben Youssef.
2. Ahmed Herzenni à l'âge de 9 ou 10 ans.
3. Hamd Herzenni, à l'époque où son fils Ahmed est en prison à Kénitra.
4. Avec ses parents, l'une de ses frères, Yassine, et ses sœurs, Karima et Zineb.
5. Les parents d'Ahmed Herzenni, Hamd et Chatto.
6. Avec ses parents, ses sœurs Malika, Latifa, Khadija et Amina, son frère Yzza et son demi-frère Mohammed.
7. et 8. Ahmed Herzenni à Lalla Chafia.

Questionnaire de Proust

➤ **Le principal de trait de mon caractère**

L'obstination.

➤ **La qualité que je préfère chez un homme**

La fidélité.

➤ **La qualité que je préfère chez une femme**

La complicité.

➤ **La qualité que j'apprécie chez mes amis**

La loyauté

➤ **Mon principal défaut**

C'est probablement de ne pas cultiver mes amitiés, de ne pas être quelqu'un de très sociable.

➤ **Ma principale qualité**

Je pense que c'est la sincérité.

➤ **Mon occupation préférée**

Faire mon travail de chaque jour.

➤ **Votre rêve de bonheur**

De circuler dans la cité parmi des citoyens égaux et fraternels.

➤ **Quel serait mon plus grand malheur**

Qu'il soit dit que les générations d'après l'indépendance n'ont pas su se montrer capables d'assumer l'indépendance.

➤ **Le pays où je désirerais vivre**

Dans le monde qui serais devenu un seul pays.

➤ **La couleur que je préfère**

Le mauve.

➤ **La fleur que j'aime**

Le chardon.

➤ **L'oiseau que je préfère**

Banalement, le pigeon. J'en ai élevés à un certain moment.

➤ **Mes auteurs favoris en prose**

Il y a quelques livres qui me suivent jusqu'à aujourd'hui : je reviens souvent aux Entretiens d'André Breton, à Jean-Jacques Rousseau. Dans ma période adolescence, j'avais une prédilection pour quelqu'un dont personne ne parle plus et qui m'a beaucoup marqué : George Duhamel. Il a tout fait : de la poésie, des romans, des essais. C'est un auteur de droite, mais un critique de la société américaine et de la société industrielle de manière général. Il n'est pas si conformiste que ça. Comme tout le monde, j'aime Stendhal, Flaubert, Balzac. Parmi les auteurs récents, je n'ai pas beaucoup de références, parce que, depuis un bout de temps, je n'ai plus beaucoup le temps de lire. Finalement, si je devais tamiser, ce serait Jean-Jacques Rousseau qui resterait.

➤ **Mes poètes préférés**

Saint-John Perse.

➤ **Mes compositeurs préférés**

Tchaïkovski. J'aime beaucoup la chanson française : Brassens, Reggiani, Léo Ferré. J'aime aussi la bonne musique orientale. L'une de mes musiques préférées est celle du Maghreb central, la flûte notamment.

➤ **Mes héros et héroïnes dans la vie réelle**

Le Prophète Mohammed. Ce n'est pas n'importe qui... Il a réussi à faire d'un groupe de tribus à demi-sauvages un immense empire. Et il a eu cette capacité de ramener le monothéisme à l'essentiel, l'idée de l'unicité de Dieu sans aucun décorum. Parmi les contemporains, j'ai deux héros, qui sont concurrents mais pas tout fait : Mao Dzé Dong et Gandhi. Tu as là des gens d'une envergure exceptionnelle qui sont parvenus à unifier leur peuple, un milliard d'individus, et à le faire avancer avec un minimum de violence. C'est cette capacité que notre gauche n'a pas eu. Même le Mouvement national n'y est pas parvenu, alors que nous sommes un pays plus petit, avec une population réduite.

➤ **Ce que je déteste par-dessus tout**

La mauvaise foi.

➤ **Le don de la nature que je voudrais avoir**

La capacité de travailler le bois.

➤ **Ma devise**

J'en ai deux, mais la plus importante, c'est : fais ce que dois, advienne que pourra.

➤ **Comment j'aimerais mourir.**

Vite et sans douleur.

Ce que j'ai appris sur...

■ Le pouvoir

Que d'abord, il ne faut pas le réifier. Il s'agit toujours d'individus, qui sont évidemment mortels, qui sont vulnérables. Il ne faut ni se sentir petit devant le pouvoir, ni être fasciné par lui.

■ L'argent

Je vais vous raconter une anecdote. Je venais d'être reçu à l'internat. Un jour, nous nous sommes retrouvés aux toilettes pour fumer. Mon père m'avait donné une petite somme d'argent, mais qui était peut-être la plus grosse somme qu'il m'ait jamais donnée. Je ne me rappelle plus exactement dans quelles circonstances, mais je l'ai jetée dans une fosse des toilettes. Je voulais signifier que l'argent m'importait peu. C'était peut-être un geste grandiloquent, mais je crois qu'il suggère mon rapport avec l'argent jusqu'à aujourd'hui. Maintenant que j'ai des enfants, mon attitude a relativement changé.

■ La politique

Elle reste pour moi l'une des occupations les plus nobles possibles, puisqu'il s'agit de gérer la cité. Et j'espère qu'on reviendra, dans notre pays, à cette conception de la politique. Et que s'écarteront de la politique les gens qui ont un autre souci que de veiller à ce que la cité devienne plus vivable et plus heureuse.

■ La famille

C'est probablement une institution qui est appelée à disparaître. Mais, jusqu'à aujourd'hui, elle continue à assurer une fonction indispensable. Dans ma conception de la famille, il s'agit d'un îlot où on devrait pouvoir recréer ses forces, où il ne devrait pas y avoir les conflits et les intrigues de l'extérieur.

■ Les amis

Je disais tout à l'heure que je ne sais pas les cultiver. J'en ai certainement beaucoup plus que je ne crois. Mais je ne leur réserve pas beaucoup de temps, ni à ma famille d'ailleurs. Je me dis toujours que je pourrai le faire plus tard. Et c'est dommage.

